

THEME III : RESSOURCES NATURELLES : CASSER LE CYCLE DE LA MALEDICTION

Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire. Nous avons connu le travail harassant, exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un noir on disait "tu", non certes comme à un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls blancs? Nous avons connu que nos terres furent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. (Discours de Patrice Emery Lumumba, 30 juin 1960).

LES RICHESSES DU CONGO : CASSER LA MALEDICTION. REFLEXIONS SUR LA CONSTRUCTION D'UNE « ECONOMIE POPULAIRE » EN RDC

Dominic Johnson, Pole Institute, Berlin, 30 juin 2010

Il existe en République Démocratique du Congo deux économies différentes. La première, qu'on pourrait intituler « économie formelle » ou plutôt « économie visible » ou « officielle », est celle qui se manifeste dans les statistiques et rapports du gouvernement et des institutions financières, une économie basée principalement sur l'exploitation des ressources naturelles du pays et leur exportation dont les recettes gonflent le trésor public, les comptes des entreprises et des banques et donc le produit intérieur brut (PIB). La deuxième, qu'on pourrait intituler « économie informelle », « invisible » ou « inofficielle », est celle qui se manifeste dans la vie des gens, une économie basée sur le travail quotidien dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat (minier ou autre) et toutes sortes de services de proximité pour se procurer un revenu (petit ou minime), pour s'alimenter soi-même ou la famille, en gros pour survivre.

Ce sont deux formes différentes d'organiser le pays et elles entrent souvent en conflit. On peut aussi parler de « petite économie » contre « grande économie », ou « économie de survie » contre « économie de la mort ». L'histoire du Congo indépendant, et même du Congo colonial, est l'histoire de l'opposition parfois féroce entre ces deux types d'économie. Mais en réalité l'un dépend de l'autre et l'avenir de la RDC ne peut se faire qu'avec une synergie harmonieuse entre les deux.

Pour en comprendre les enjeux, il sied d'analyser l'histoire et la commémoration des 50 ans de l'indépendance offre une opportunité de regarder de plus près les racines de la situation actuelle de la RDC, ce qui nécessite un retour sur l'histoire coloniale de ce pays pour en saisir trois caractéristiques qui sont connues mais dont le poids dans le présent n'est pas souvent bien analysé.

1. Le Congo colonial s'est bâti sur la violence. Après 1885, les maîtres belges (on ne parle d' « oncles » que plus tard) ont construit ce qui allait devenir le « Congo belge » sur l'asservissement des populations. Les Congolais n'avaient plus de place ni de droit dans leur propre pays sauf comme main-d'oeuvre pour: a) la valorisation des ressources naturelles comme le caoutchouc, l'huile de palme, le bois, les diamants, le cuivre, le cobalt, l'uranium, l'or, etc; b) la construction de routes et de chemins de fer pour assurer le

transport des biens d'exportation, de l'administration et de la main-d'oeuvre; c) le casernement d'autres Congolais dans des centres urbains et des villages désignés en rupture avec les réalités sociales connues et d'où, à terme, émergeait une nouvelle classe de Congolais déracinés et revendicateurs.

2. Le Congo colonial est le fruit de l'ignorance. La colonisation commençait sans que les colonisateurs sachent ce qu'ils allaient trouver dans les territoires dont ils revendiquaient l'autorité. Quand les grandes puissances européennes déclaraient la « neutralité du bassin conventionnel du Congo » à la fameuse conférence de Berlin de 1884-85, le tracé même du fleuve et encore plus l'étendue du bassin dont il était question restait un mystère ; on définissait donc quelque chose qu'on ne savait même pas dessiner sur une carte. La colonisation du Congo, contrairement à celle de la majorité de l'Afrique, était à la fois exploitation, découverte et conquête, ce qui explique son caractère particulièrement féroce et nivelateur. L'institution de l'économie coloniale, qui était une économie d'exploitation, se traduisait comme une occupation militaire.
3. Le Congo colonial détruisait les structures sociales, politiques et économiques existantes sans le savoir et croyait construire du nouveau sur un terrain vierge sans se rendre compte qu'il y existait d'autres logiques et horizons avant leur arrivée. Le Congo dans ses frontières modernes est une invention des colonisateurs. Auparavant, les régions qui sont aujourd'hui l'est du Congo étaient tournées vers l'Est, surtout vers l'empire commercial du Zanzibar et le commerce asiatique. La partie Sud, avec le Katanga et une partie du Kasai, faisait partie des « royaumes de la savane » de l'Angola et de la Zambie actuels. Sur la façade atlantique subsistaient les ruines des royaumes d'autrefois comme le Kongo, détruits par le commerce portugais d'esclaves. Les forêts tropicales n'avaient aucune connexion particulière avec le reste du monde. Dans le nord-est actuel, les peuples soudanais -avec leurs conflits avec l'extension du pouvoir égyptien- dominaient. La construction coloniale arrachait tous ces liens, brisait les liens économiques interafricains précoloniaux et enfermait les populations dans une prison appelée Congo, au service de la Belgique. C'était une prison en miettes, car la pénétration coloniale du Congo se faisait par trois voies complètement isolées les unes des autres: a) la construction du chemin de fer du Bas-Congo (Matadi-Kinshasa); b) l'établissement de postes coloniaux le long du fleuve; c) l'établissement de compagnies privées avec des droits sur des terrains vierges pour y organiser l'exploitation des ressources, d'abord surtout dans le Katanga, le Kasai et les Uélé.

Violence, ignorance et destruction – telles sont les racines de l'économie coloniale du Congo belge, qui allait devenir la base de l'économie « formelle » du Congo souverain dont tout le monde espère la renaissance aujourd'hui pour sortir le pays de la pauvreté et des conflits. On se rendra compte que cet espoir n'est pas très logique si on tient compte de l'histoire. Les grandes entreprises publiques de la RDC, qui sont censées jouer le rôle de « locomotives » pour tirer le pays, sont les héritières des entreprises coloniales d'autrefois, ou plus exactement leurs ombres, survivantes des misères de la zaïrianisation et des contrats léonins récents. Est-ce qu'on peut construire quelque chose de durable sur des ombres de quelque chose que par ailleurs on rejette?

Les particularités de l'autre économie, l'économie « de survie », « informelle » ou « invisible », s'expliquent par les trois dimensions de la colonisation décrites ci-haut. Les populations du Congo colonial – celles qui ont survécu au terrible génocide que représentait le début de la colonisation, et qui ne savaient pas encore qu'elles étaient des « Congolais » et qui en fait n'avaient ni droits ni citoyenneté – étaient obligées, par la force des choses, à se bâtir une vie même « le dos courbé ». C'était un mélange de **résistance**, de **soumission** et d'**adaptation**. Le résultat est tout aussi multicolore: les Congolais ont appris à devenir creuseurs dans les mines, à détourner l'argent public dont on sait qu'il n'est que de l'argent

volé, à contourner les règles et les lois arbitraires imposées d'en haut, à magouiller une existence à travers les circuits officiels, à construire des circuits économiques hors-la-loi qui assurent la survie de la majorité de la population. Tout cela n'est pas de la « tradition africaine » ; c'est le fruit d'un long apprentissage populaire qui s'est fait contre le pouvoir, contre l'État au Congo.

L'« économie informelle », « inofficielle », « invisible » ou « de survie » de la RDC est donc le résultat d'un processus historique, d'une série de phénomènes de résistance et/ou de construction d'alternatives à l'« économie formelle » qui s'est construite comme économie de violence, d'ignorance et de destruction. Elle constitue un contre-pouvoir qui s'est bâti en réaction à des événements et à des processus précis et identifiables.

Comme tout contre-pouvoir, celle-ci aussi comporte de bonnes et de mauvaises choses, des opportunités et des dangers. Il faut savoir faire la distinction entre ce qui est un acquis précieux d'une lutte populaire et ce qui n'est qu'une adaptation par contrainte à une mauvaise circonstance (guerre, déplacement, insécurité, catastrophe personnelle ou naturelle). La première de ces deux catégories commence sous la colonisation, avec l'arrêt des travaux et des déplacements forcés et le droit retrouvé des populations de cultiver pour leur propre subsistance. Elle passe ensuite aux droits syndicaux et politiques, à la légalisation du petit commerce même dans des secteurs autrefois interdits et puis à des mesures post-coloniales comme la libéralisation concédée par Mobutu en 1982 de l'activité des creuseurs artisanaux dans les mines et ensuite la fin de beaucoup de monopoles publics.

Dans cette ligne historique qui place les activités « informelles » dans le cadre d'une liberté arrachée au pouvoir, il devient possible de réinterpréter certains processus récents qui sont normalement analysés comme néfastes. Par exemple, la réémergence des liens économiques transfrontaliers et sous-régionaux entre les différentes parties de la RDC et les pays voisins ne doit pas être interprétée simplement comme une faiblesse du Congo, mais comprise comme une force des Congolais. Ils ont su se refaire une place dans les échanges – commerciaux et autres – entre le Kivu et l'Afrique orientale, entre le Katanga et l'Afrique australe, entre l'Uélé et le Sud-Soudan, entre l'Équateur et ses voisins riverains, entre le Bas-Congo/Bandundu/Kasaï et l'Angola. Les architectes de cette réintégration sous-régionale à multiples facettes sont les populations, pas les pouvoirs, et c'est un développement à soutenir plutôt qu'à chercher à supprimer.

Un autre acquis des populations est l'étonnante stabilité et la résistance des structures de l'« économie de survie » qui ont évolué dans la petite agriculture, le petit commerce, les services urbains et l'artisanat minier depuis l'effondrement du Zaïre après 1992. Les structures « informelles » qui sont nées à cette époque, et parfois même avant, sont aujourd'hui pour beaucoup d'entre elles plus anciennes et plus solides que les structures de l'État « formel » qui cherche aujourd'hui de à elles. Il est à craindre que les efforts de « restaurer l'autorité de l'État » dans le domaine économique se concrétisent surtout par une augmentation de l'arbitraire, des méthodes policières, de l'autoritarisme et de la surtaxation. Vouloir tout « régulariser » et « formaliser » peut faire perdre beaucoup aux gens. Les populations ne doivent pas perdre les espaces de liberté économique qu'ils ont su construire durant les décennies de désagrégation de l'État et de guerre. Au contraire on doit tout faire pour alléger leurs fardeaux fiscaux. Ce n'est pas la « maximisation des recettes de l'État » qui fait l'avenir du Congo, c'est la maximisation des recettes des populations!

Le parcours historique de l'« économie informelle » du Congo nous donne à espérer qu'elle pourrait se révéler comme une étape dans la construction d'une « économie populaire » au service des gens – quelque chose que les Congolais n'ont jamais eu depuis la colonisation et parfois bien avant. C'est dans les enjeux de cette construction économique que se joueront les questions de fond sur le devenir des populations et donc sur l'avenir du pays.